

Ces pays s'intéressent également à toute une gamme d'autres mesures: une libéralisation des échanges qui les favoriserait; l'acquisition d'une technologie moderne; la réforme du transport maritime; une concertation internationale garante du respect de leurs intérêts nationaux par les compagnies multinationales, et l'adoption d'un système monétaire international favorisant leur croissance économique et leur participation au commerce international.

Certaines des propositions faites par les pays en voie de développement sur ces questions soulèvent des difficultés évidentes. Elles ne jouissent pas toujours d'un appui unanime, car les intérêts des pays du tiers-monde ne sont pas identiques. Il est trompeur d'assimiler les intérêts des pays en voie de développement à ceux des pays exportateurs. Il ne faut pas oublier non plus que les intérêts du consommateur et du producteur sont liés.

On a consacré beaucoup d'efforts sur le plan international afin de résoudre ces problèmes des pays en voie de développement. Le Système généralisé de préférences tarifaires, la révision des quotes-parts au sein du Fonds monétaire international (révision qui avance à grands pas sous la présidence de mon collègue, l'honorable député d'Ottawa-Carleton) et l'affirmation contenue dans la Déclaration de Tokyo, portant que les négociations commerciales multilatérales viseraient notamment à procurer des bénéfices accrus aux pays en voie de développement, sont quelques-unes des mesures prises à ce jour.

En outre, presque toutes les matières premières (qu'il s'agisse de minéraux ou de produits agricoles) sont admises en franchise sur le marché canadien. En fait, soixante-quinze pour cent de toutes les exportations des pays en voie de développement vers le Canada sont admises en franchise.

Nous avons entrepris une étude des politiques canadiennes qui influent sur nos relations économiques avec les pays en voie de développement. Nous voulons découvrir, -- à la lumière de l'évolution du système des paiements et des échanges internationaux --, quelles mesures additionnelles permettraient aux pays en voie de développement de tirer meilleur parti du commerce, de l'investissement et du financement à l'échelle internationale. Il faut trouver des secteurs où nous pourrions aider ces pays à augmenter leur taux de croissance économique et à atténuer leur vulnérabilité face au marché. Une telle coopération nous serait également profitable. Les pays en voie de développement ont une importance pour nous dans un monde interdépendant. Toutefois, il me faut avouer que je ne vois pas le Canada renverser soudainement sa politique économique internationale. Celle-ci repose sur nos